

DIRECTION DE LA COOPERATION POUR LE DEVELOPPEMENT

Annule & remplace le même document du 9 avril 2026

Données préliminaires de l'aide publique au développement en 2025

Note de synthèse détaillée

Paris, 09 avril 2026

Ce document a été modifié le 15 juin afin d'ajouter des titres aux tableaux. Les données n'ont pas été modifiées.

Harsh.Desai@oecd.org

Yasmin.Ahmad@oecd.org

JT03589342

Chiffres préliminaires de l'APD¹ fournie en 2025

Constatations générales

En 2025, l'aide publique au développement (APD) consentie par les pays membres du Comité d'aide au développement (CAD) et ses Associés² s'est établie à 174,3 milliards USD (Tableau 1 et Graphique 1), ce qui représente 0,26 % de leur revenu national brut (RNB) combiné. L'APD totale a reculé de 23,1 % en termes réels³ par rapport à son niveau de 2024 (Tableau 2). C'est là la contraction la plus forte enregistrée dans l'histoire de l'APD, laquelle est ainsi revenue au niveau où elle se trouvait au début du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

L'APD a reculé un peu partout, mais de manière particulièrement marquée dans un petit nombre de pays : si 26 des 34 membres ont réduit leur APD, les cinq principaux fournisseurs pris ensemble (Allemagne, États-Unis, France, Japon et Royaume-Uni) ont représenté 95,7 % du recul total de l'APD fournie par les membres du CAD en 2025. À eux seuls, les États-Unis ont entraîné les trois quarts (75,1 %) de la baisse, leur APD chutant de 56,9 %, soit la réduction la plus importante enregistrée par quelque fournisseur que ce soit en une année. Des baisses substantielles ont également été enregistrées du côté de l'Allemagne (-17,4 %), de la France (-10,9 %), du Royaume-Uni (-10,8 %) et du Japon (-5,6 %). C'est la première année que ces cinq fournisseurs réduisent tous leur APD simultanément. Compte tenu de l'ampleur de la réduction opérée par les États-Unis, l'Allemagne est devenue, pour la première fois, le principal fournisseur d'APD totale⁴.

En 2025, l'APD bilatérale des pays membres du CAD s'est chiffrée à 126,4 milliards USD, soit une baisse de 26,4 % sur la base de l'équivalent-don, essentiellement sous l'effet d'un recul des dons (-29,1 %), tandis que les prêts souverains ont diminué de 10,3 %. Les prêts bilatéraux au secteur privé ont augmenté de 13,1 %⁵, représentant 2,6 % de l'APD totale. Les reculs substantiels enregistrés dans l'assistance humanitaire (-35,8 %, soit 15,5 milliards USD) et le coût des réfugiés dans les pays donateurs (-22,1 %, soit 23,0 milliards USD) ont contribué à la contraction globale de l'APD bilatérale.

¹ Les données préliminaires sur l'APD sont publiées par l'OCDE chaque année en avril et ne couvrent que les données agrégées communiquées par les fournisseurs. Les données détaillées seront publiées en décembre 2026.

² La Roumanie est le premier pays à avoir obtenu le statut d'Associé auprès du CAD de l'OCDE en décembre 2025. En cette qualité, elle concourt à l'exécution du mandat du CAD : promouvoir la coopération pour le développement et contribuer au développement durable. Le statut d'Associé permet à des non-Membres de l'OCDE de participer à l'ensemble des travaux du CAD, avec les mêmes droits et obligations que les membres du CAD de l'OCDE (hormis pour les décisions liées à l'adhésion de Membres de l'OCDE au CAD). Dans la suite de ce document, lorsqu'il est fait référence aux pays/membres du CAD, en tant que groupe, la Roumanie est incluse, en sa qualité d'Associé.

³ Les données en termes réels renvoient aux données ajustées de l'inflation et des fluctuations des taux de change. Toutes les comparaisons temporelles de cette note sont présentées en termes réels, sauf mention contraire.

⁴ Les États-Unis ont été le principal fournisseur du CAD sur 56 des 66 années où le CAD a enregistré des statistiques (1960-2025). Outre l'Allemagne en 2025, le Japon a été le principal fournisseur en 1989, puis de 1993 à 2000 (soit 9 années au total). L'Allemagne est le principal fournisseur en 2025, avec 135 millions USD d'apports de plus que le second. Il est possible que les révisions qui seront effectuées avant la publication des données finales sur les apports de 2025 influent sur le classement des donateurs, comme cela a déjà été le cas par le passé.

⁵ En 2023, le CAD a adopté une méthode révisée de comptabilisation des instruments du secteur privé (ISP) dans l'APD, s'appuyant sur la méthode de l'équivalent-don, assortie d'une période de transition pouvant aller jusqu'à deux ans. La période de transition s'achève en 2026 avec la notification des apports de 2025, si bien que l'ensemble des données communiquées sur les ISP dans l'APD résultent de la mise en œuvre des nouvelles règles [DCD/DAC/STAT(2024)15].

En 2025, l'APD multilatérale fournie par les pays membres du CAD s'est chiffrée à 47,9 milliards USD, soit une baisse de 12,7 % sur la base de l'équivalent-don. C'est la deuxième année consécutive que l'APD multilatérale diminue, enregistrant un recul de 21,3 % depuis 2023. Les baisses se sont concentrées dans les contributions au budget central destinées au système des Nations Unies : -27,0 %, ce qui représente la plus forte baisse jamais enregistrée dans ces contributions. Les coupes effectuées par les États-Unis (-87,2 %) sont le principal facteur expliquant ce recul. En revanche, le soutien au budget central de la Banque mondiale et des banques régionales de développement a augmenté de, respectivement, 6,4 % et 11,9 %.

APD en faveur de l'Ukraine et d'autres zones géographiques

En termes nets⁶, l'APD bilatérale fournie par les pays du CAD à l'Ukraine a reculé de 38,2 % en 2025. Elle a ainsi atteint 10,3 milliards USD. Ce recul global s'explique par la baisse de 91,1 % de l'APD fournie par les États-Unis à l'Ukraine (baisse de 8,7 milliards USD en termes réels), tandis que 23 pays du CAD ont augmenté leur APD bilatérale en faveur de l'Ukraine (Tableau 3). En outre, les institutions de l'UE ont donné 34,6 milliards USD à l'Ukraine⁷, soit une hausse de 65,2 % par rapport à 2024. Si l'on prend en compte les apports fournis par les institutions de l'UE, l'APD bilatérale des membres du CAD en faveur de l'Ukraine s'est montée à 44,9 milliards USD en 2025, soit une hausse de 18,7 % par rapport à 2024, et le volume d'APD destiné à un bénéficiaire donné le plus élevé jamais enregistré.

L'APD bilatérale des pays du CAD à destination de l'Afrique (29,0 milliards USD au total), de l'Afrique subsaharienne (24,5 milliards USD) et des pays les moins avancés (PMA, 23,5 milliards USD) a également reculé de, respectivement, 23,9 %, 26,3 % et 25,8 %. Si l'on prend en compte les apports fournis par les institutions de l'UE, l'Ukraine a reçu, de la part de l'ensemble des membres du CAD, davantage d'APD en 2025 que tous les PMA (28,1 milliards USD, soit une baisse de 22,3 %) et davantage que tous les pays d'Afrique subsaharienne (29,2 milliards USD, soit une baisse de 23,0 %). En 2023 et 2024, les diminutions enregistrées dans l'APD bilatérale nette des pays du CAD destinée à ces groupes de pays ont été partiellement compensées par des hausses dans les financements concessionnels fournis par des organisations multilatérales, ce qui laisse à penser que les pays membres du CAD ont récemment utilisé le système multilatéral pour soutenir les PMA et l'Afrique subsaharienne. Compte tenu de la baisse substantielle enregistrée dans l'APD multilatérale en 2024 (-9,9 %) et en 2025 (-12,7 %), il n'est pas certain que cette tendance perdure. Les données définitives, qui seront publiées en décembre, permettront d'effectuer une évaluation plus complète⁸.

APD par secteur et par modalité

L'APD bilatérale consacrée à des programmes, projets ou travaux de coopération technique à visée de développement (hors coût des réfugiés dans les pays donateurs, assistance humanitaire et allègement de dette) a chuté de 26,3 %, soit le recul le plus marqué jamais enregistré pour cette composante de l'APD (Graphique 2). Ces apports affichent une certaine résilience au fil du temps, avec une tendance globalement à la hausse, y compris en 2024 où l'on observait une baisse générale de l'APD : entre 2019 et 2024, ils ont augmenté de 24,2 %. La forte baisse enregistrée en 2025 indique que les coupes ne se

⁶ L'APD bilatérale à l'Ukraine et à des groupes de pays est présentée sur la base des versements nets, étant donné que les chiffres en équivalent-don ne sont pas disponibles au niveau des bénéficiaires pour les données préliminaires.

⁷ Sur les apports des Institutions de l'UE, 20,4 milliards USD ont été fournis au moyen de prêts dans le cadre de l'initiative Accélération extraordinaire des recettes (ERA), pilotée par le G7. Le prêt d'assistance macrofinancière de l'UE à l'Ukraine dans le cadre de cette initiative représente un équivalent-don de 2,4 milliards USD.

⁸ Voir le rapport *Financement multilatéral du développement 2026*, qui sera publié le 15 avril 2026, lequel précise que, si les sorties de fonds multilatérales sont restées importantes, cela tient probablement à un ajustement différé plutôt qu'à une stabilité sous-jacente.

sont pas limitées aux éléments plus volatils de l'aide bilatérale et ont été appliquées aux programmes de développement de base.

L'APD consacrée au coût des réfugiés dans les pays donateurs s'est élevée à 23,0 milliards USD, soit un recul de 22,1 % par rapport à 2024⁹ (Tableau 4). En proportion de l'APD totale, le coût des réfugiés dans les pays donateurs est resté relativement stable (13,2 %, contre 13,0 % en 2024). Ces apports ont reculé de 36,8 % depuis leur plus-haut enregistré en 2022, après le début de la crise des réfugiés ukrainiens dans le sillage de la guerre d'agression perpétrée par la Russie contre l'Ukraine. Le niveau des dons nets au titre de l'allègement de la dette a représenté 361 millions USD, et a augmenté de 41,2 % par rapport à 2024.

Les prêts souverains consentis par les pays du CAD ont représenté 9,1 % de leur APD bilatérale en équivalent-don, les pays affichant la part la plus importante de prêts souverains dans leur APD bilatérale étant le Japon (50,9 %), la Corée (31,2 %) et la France (20,4 %). Les prêts souverains consentis par les institutions de l'UE ont diminué de 13,8 % en termes réels, et ont représenté 26,8 % de leur APD bilatérale.

Performances des fournisseurs en 2025 sur la base de l'équivalent-don

En 2025, pour la première fois, l'Allemagne est devenue le premier fournisseur d'APD parmi les pays membres du CAD (29,1 milliards USD), représentant 16,7 % de l'APD totale consentie par ces derniers. L'Allemagne était suivie des États-Unis (29,0 milliards USD), du Royaume-Uni (17,2 milliards USD), du Japon (16,2 milliards USD) et de la France (14,5 milliards USD). À eux cinq, ces fournisseurs ont représenté 60,8 % de l'APD totale déployée par les pays du CAD. Les pays suivants ont dépassé le seuil de 0,7 % fixé par les Nations Unies pour la part du RNB consacrée à l'APD¹⁰ : le Danemark (0,72 %), le Luxembourg (0,99 %), la Norvège (1,03 %) et la Suède (0,85 %).

Les apports des fournisseurs du G7 ont représenté 69,1 % de l'APD totale, un chiffre qui, pour la première fois depuis 2012, se situe en dessous de 70 %. Ceux des pays du CAD membres de l'UE ont représenté 49,6 % de l'APD totale.

L'APD a augmenté dans huit membres du CAD, mais a diminué dans 26 membres.

En 2025, l'APD consentie par les 23 pays du CAD qui font partie de l'UE a reculé de 9,8 % par rapport à 2024, s'établissant à 86,5 milliards USD, ce qui équivaut à 0,42 % de leur RNB combiné. Dans ces pays, les apports d'APD ont augmenté ou diminué comme suit :

- Autriche (-6,3 %) : en raison d'une baisse de l'APD multilatérale et de l'assistance humanitaire ;
- Belgique (-21,4 %) : en raison d'une contraction de son programme global d'aide ;
- Tchéquie (-28,0 %) : en raison d'une baisse de l'APD bilatérale et en particulier du coût des réfugiés sur le territoire ;
- Danemark (+3,0 %) : en raison d'une hausse de l'APD bilatérale ;
- Estonie (-2,0 %) : en raison d'une baisse de l'APD multilatérale ;
- Finlande (-5,4 %) : en raison d'une contraction de son programme global d'aide ;
- France (-10,9 %) : en raison principalement d'une baisse de l'APD multilatérale ;

⁹ Pour de plus amples détails, voir : <https://www.oecd.org/fr/topics/sub-issues/oda-eligibility-and-conditions/in-donor-refugee-costs-in-official-development-assistance-oda.html>.

¹⁰ Les membres du CAD ne se sont pas tous fixé un objectif national en matière de pourcentage du RNB consacré à l'APD.

- Allemagne (-17,4 %) : en raison d'une contraction de son programme global d'aide, en particulier de l'APD destinée à l'action humanitaire et du coût des réfugiés sur le territoire ;
- Grèce (-10,9 %) : en raison principalement d'une baisse de l'APD bilatérale, l'APD destinée à l'Ukraine ayant diminué.
- Hongrie (+45,7 %) : en raison principalement d'une augmentation de l'APD bilatérale notamment les projets et programmes bilatéraux ;
- Irlande (-22,5 %) : en raison principalement d'une baisse de l'APD bilatérale et en particulier du coût des réfugiés sur le territoire ;
- Italie (+0,03 %) : en raison d'une hausse de l'APD bilatérale, compensée par un recul de l'APD multilatérale ;
- Lettonie (-9,0 %) : en raison d'une baisse de l'APD multilatérale ;
- Lituanie (-9,7 %) : en raison d'une baisse de l'APD bilatérale ;
- Luxembourg (+8,9 %) : en raison d'une augmentation de l'APD bilatérale, en particulier de l'aide à l'Ukraine et de l'APD destinée à l'action humanitaire ;
- Pays-Bas (-4,9 %) : en raison d'une baisse de l'APD bilatérale et en particulier du coût des réfugiés sur le territoire ;
- Pologne (-19,0 %) : en raison d'une baisse de l'APD bilatérale et en particulier du coût des réfugiés sur le territoire ;
- Portugal (-19,3 %) : en raison d'une contraction de son programme global d'aide, notamment son aide multilatérale ;
- Roumanie (-12,4 %) : en raison d'une baisse du coût aux réfugiés et d'une réduction de sa part au budget développement de l'UE ;
- République slovaque (-6,4 %) : en raison d'une baisse de l'APD bilatérale et en particulier d'assistance humanitaire ;
- Slovaquie (-4,2 %) : en raison d'une baisse de l'APD multilatérale ;
- Espagne (+10,7 %) : en raison d'une augmentation de l'APD bilatérale, en particulier du coût des réfugiés sur le territoire et de l'aide humanitaire ;
- Suède (+9,6 %) : en raison d'une hausse de l'APD multilatérale.

Le niveau de l'APD totale consentie par les institutions de l'UE a baissé de 13,8 % en 2025, avec une diminution tant des dons que des prêts souverains.

Dans les autres pays du CAD, les apports totaux d'APD en termes réels ont évolué comme suit :

- Australie (-2,7 %) : en raison de différences entre son cycle de rapport sur l'exercice budgétaire, le calendrier de versement des prêts et les engagements pluriannuels à l'égard des fonds multilatéraux ;
- Canada (-2,3 %) : en raison d'une baisse de l'APD bilatérale et en particulier du coût des réfugiés sur le territoire ;
- Islande (+3,6 %) : en raison d'une hausse de l'APD multilatérale, en particulier à destination des Nations Unies ;
- Japon (-5,6 %) : en raison d'une baisse de l'APD bilatérale et en particulier les dons acheminés par les organisations multilatérales ;
- Corée (-2,3 %) : en raison d'une baisse de l'APD multilatérale ;
- Nouvelle-Zélande (-12,8 %) : en partie en raison du calendrier des versements dans le cadre de son cycle budgétaire triennal, qui a contribué à une baisse de l'APD bilatérale ;
- Norvège (+1,7 %) : en raison d'une expansion de son programme global d'aide ;

- Suisse (-7,1 %) : en raison d'une baisse de l'APD multilatérale et du coût des réfugiés sur le territoire ;
- Royaume-Uni (-10,8 %) : en raison d'une contraction de son programme global d'aide et principalement de l'APD bilatérale, avec une diminution du coût des réfugiés sur le territoire et des apports au titre de l'assistance humanitaire ;
- États-Unis (-56,9 %) : en raison d'une contraction de leur programme global d'aide.

D'autres pays fournisseurs ont également apporté des contributions importantes à la coopération pour le développement en 2025. Douze fournisseurs non-membres du CAD ont communiqué des données à l'OCDE, pour un montant total de 13,3 milliards USD en 2025, ce qui représente une hausse de 4,5 % par rapport à 2024. Cette hausse s'explique principalement par une augmentation de l'APD bilatérale (+5,4 %), qui a compensé une baisse de l'APD multilatérale (-13,2 %).

Parmi les fournisseurs non-membres du CAD qui ont notifié leurs apports de financement à l'appui du développement à l'OCDE, les évolutions suivantes ont été observées :

- Azerbaïdjan (-25,7 %) : en raison d'une baisse de l'APD bilatérale, malgré une hausse importante des contributions au budget central d'organisations multilatérales ;
- Bulgarie (-13,3 %) : en raison d'une diminution des contributions aux organisations multilatérales, partiellement compensée par une augmentation substantielle de l'aide bilatérale, en particulier à destination de l'Ukraine.
- Taipei chinois (+5,0 %) : en raison d'une hausse de l'APD bilatérale, que ce soit sous forme de dons ou de prêts ;
- Croatie (-6,9 %) : en raison de légères baisses de l'APD bilatérale et de l'APD multilatérale en termes réels ;
- Israël¹¹ (-9,9 %) : en raison principalement d'une baisse de l'APD bilatérale et, dans une moindre mesure, de l'APD multilatérale ;
- Koweït (-20,3 %) : en raison essentiellement d'une diminution des prêts bilatéraux ;
- Liechtenstein (-6,3 %) : en raison d'une forte baisse de l'APD bilatérale, malgré une hausse de l'APD multilatérale ;
- Malte (-23,9 %) : en raison d'une nette baisse du coût des réfugiés sur le territoire, qui représentait auparavant une part importante de l'APD bilatérale maltaise ;
- Monaco (+10,7 %) : en raison d'une augmentation importante de l'APD multilatérale, reflétant des engagements plus importants en faveur du financement lié à l'environnement.
- Qatar (+23,4 %) : en raison d'une hausse significative de l'APD bilatérale, qui a largement compensé une baisse de l'APD multilatérale ;
- Türkiye (-9,0 %) : en raison d'une forte baisse de l'APD multilatérale ;
- Émirats arabes unis (+55,5 %) : en raison d'une hausse substantielle de l'APD bilatérale et en particulier de l'aide humanitaire à la Cisjordanie et à la bande de Gaza.

¹¹ Les données statistiques concernant Israël sont fournies par les autorités israéliennes compétentes, sous leur responsabilité. L'utilisation de ces données par l'OCDE ne préjuge en rien du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies israéliennes en Cisjordanie au regard du droit international.

Méthodologie fondée sur l'équivalent-don utilisée par le CAD-OCDE pour comptabiliser les prêts dans les données de l'aide publique

En 2014, les membres du CAD sont convenus que le chiffre global de l'APD serait fondé sur l'équivalent-don des prêts consentis au titre de l'aide, autrement dit l'« élément don » des prêts, exprimé sous forme de valeur monétaire¹². La méthode de l'équivalent-don permet d'établir une comparaison plus réaliste de l'effort consenti lors de l'octroi de dons et de prêts, et incite davantage à fournir des dons et des prêts fortement concessionnels (ou assortis de conditions libérales), en particulier aux pays à faible revenu.

La mise en œuvre de la mesure sur la base de l'équivalent-don s'est étalée sur plusieurs années. En 2016, les membres du CAD sont convenus d'une méthodologie pour comptabiliser l'équivalent-don des prêts à des entités souveraines et des prêts aux institutions multilatérales. En 2020, ils se sont accordés sur une méthode de calcul de l'équivalent-don pour les opérations d'allègement de la dette. En 2023, ils se sont accordés sur une méthode révisée de comptabilisation des instruments du secteur privé (ISP) dans l'APD, à partir de la méthode de l'équivalent-don, assortie d'une période de transition pouvant aller jusqu'à deux ans. Par conséquent, l'exercice de notification de 2026, qui portera sur les apports de 2025, est le premier qui fait suite à cette période de transition. Les données préliminaires communiquées sur la base de l'équivalent-don montrent que l'APD consentie par les pays du CAD sous la forme d'ISP s'est élevée à 4,6 milliards USD en 2025, ce qui représente 2,6 % de l'APD totale.

Le changement de méthode de calcul de l'APD (transition d'une mesure reposant sur les flux nets vers une mesure fondée sur l'équivalent-don) a pris effet avec la publication des chiffres de l'APD consentie en 2018. Le détail de la composition de l'APD selon la nouvelle méthodologie est présenté dans les tableaux 1 et 2.

Les chiffres clés de l'APD calculés selon la nouvelle méthode de l'« équivalent-don » ne sont pas comparables avec les séries historiques calculées sur la base des « flux financiers ». Selon la méthode des flux financiers, les remboursements du principal sont déduits à mesure qu'ils sont effectués (les remboursements d'intérêts ne sont pas pris en compte¹³). Selon la méthode de l'équivalent-don, les paiements correspondant aussi bien au principal qu'aux intérêts sont pris en considération, mais actualisés à la valeur qui est la leur aujourd'hui.

L'application de la méthode de l'équivalent-don pour calculer l'APD aboutit, pour 2025, à une légère augmentation de 1,6% des niveaux d'APD totale consentie par les pays du CAD – par rapport à une mesure reposant sur les flux financiers –, avec des répercussions significatives sur les chiffres de certains pays : Canada (-28,5 %), Italie (-10,4 %), Japon (+19,9 %), Portugal (+16,5 %) et Norvège (+9,9 %).

Par souci de transparence, l'OCDE continue de publier les données de l'APD calculée sur la base des flux financiers, mais depuis les données de 2018, les chiffres globaux de l'APD permettant de mesurer la performance des donateurs en volume ou en pourcentage du RNB sont publiés sur la base de l'équivalent-don.

Les apports nets d'APD fournis par les pays membres du CAD se sont élevés au total à 171,5 milliards USD en 2025, soit un recul de 23,3 % en termes réels par rapport à 2024 (Tableau 2).

¹² Pour en savoir plus, voir : <https://www.oecd.org/fr/themes/normes-de-l-apd.html>.

¹³ La déduction des versements d'intérêts aboutit à une mesure appelée « transferts nets ».

Regard vers l'avenir : l'APD à l'heure des épreuves

Entre 2019 et 2023, l'APD a augmenté de 32,7 % en termes réels, la plupart des membres du CAD ayant maintenu ou augmenté leurs budgets d'APD afin d'aider les pays en développement à répondre aux besoins créés par les crises consécutives de la pandémie de COVID-19 et de la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine. Toutefois, l'APD a ensuite diminué en 2024 (de 6,1 %) et en 2025, affichant au cours de cette dernière année une baisse historique de 23,1 %, sur fond de pressions politiques et budgétaires dans les pays membres. En conséquence, en 2025, l'APD a été inférieure de 4,2 % par rapport à 2019, inversant la tendance à la hausse des volumes d'APD observée au cours de la première moitié de cette décennie.

L'APD a longtemps fait preuve de résilience face aux crises, mais le contexte géopolitique actuel la met à l'épreuve comme rarement depuis des décennies. Au cours de la période comprise entre 2019 et 2023, l'APD a progressé de 4,0 % en 2020, 8,1 % en 2021, 16,8 % en 2022 et 1,0 % en 2023, tandis que la croissance du PIB¹⁴ s'établissait sur ces mêmes années à -4,10 %, 6,27 %, 3,27 % et 1,81 % respectivement. En 2024, le recul de 6,1 % reflétait en partie le retrait progressif de l'APD destinée à soutenir des pays ayant connu des crises successives, tandis que la croissance du PIB s'établissait à 1,75 %. La baisse constante de l'APD en 2025, pour atteindre 23,1 %, alors que la croissance du PIB s'établissait à 1,70 %, représente un choc important pour le système de coopération pour le développement et soulève des questions quant à la marge de manœuvre budgétaire et la capacité de mobilisation des ressources dont disposent les pays en développement pour inscrire leur développement sur le long terme. Cette baisse interroge également sur l'efficacité et l'efficacé de l'APD qui reste déployée, ainsi que sur les perspectives incertaines à court terme de l'architecture internationale du financement du développement. Les projections de l'OCDE, fondées sur une enquête menée auprès des pays membres et d'autres sources soumettant des rapports statistiques, indiquent une nouvelle baisse de 5,8 % de l'APD consentie par les pays du CAD en 2026. D'ici à 2028, le niveau de l'APD devrait se maintenir à environ 6,6 % en dessous de celui de 2025. Ces projections ne prennent pas en compte les répercussions potentielles de la crise actuelle au Moyen-Orient – un nouveau choc après deux années consécutives de réduction de l'APD.

La présente note s'appuie sur les réponses apportées par les membres de l'OCDE au Questionnaire préliminaire sur les principaux agrégats de l'APD établi par le CAD. Les chiffres définitifs et détaillés relatifs aux apports publics et privés aux pays en développement seront disponibles en décembre 2026.

¹⁴ OCDE (2026), *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 118, base de données.

TABLEAU 1 : AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT EN 2025, SUR LA BASE DE L'ÉQUIVALENT-DON

		Millions de USD							Pour mémoire :
		Les données 2025 sont préliminaires							
		----- dont: -----							
		EQUIVALENT-DON							
		Bilatéral				Multilatéral			Volume des flux totaux de l'APD - versements nets
APD totale	APD/RNB %	Dons	Equivalent- don des prêts	Remises de dettes	Instruments du secteur privé (ISP)	Dons et souscriptions au capital	Equivalent- don des prêts		
<i>Pays membres du CAD</i>									
Allemagne	29 089	0.56	19 708	1 163	-	674	7 544	-	28 032
Australie	3 291	0.18	2 594	15	-	62	621	-	3 245
Autriche	1 833	0.33	910	-	-	74	850	-	1 743
Belgique	2 718	0.37	1 196	6	-	12	1 439	65	2 739
Canada	7 244	0.32	4 758	460	-	654	1 351	22	10 131
Corée	3 875	0.20	2 200	1 003	-	7	664	-	3 923
Danemark	3 431	0.72	2 301	-	31	90	1 010	-	3 334
Espagne	5 136	0.27	2 250	31	-	14	2 841	-	4 968
Estonie	90	0.19	38	-	-	-	52	-	90
Etats-Unis	28 954	0.09	25 615	-	-	-	3 338	-	29 022
Finlande	1 411	0.44	705	-	-	85	599	22	1 335
France	14 533	0.42	6 626	1 834	221	329	5 524	-	13 906
Grèce	358	0.13	53	-	-	-	304	-	358
Hongrie	303	0.14	227	24	-	-	52	-	324
Irlande	2 094	0.42	1 362	-	-	-	732	-	2 094
Islande	130	0.34	90	-	1	-	39	-	130
Italie	7 283	0.30	3 089	315	67	-	3 812	-	8 125
Japon	16 218	0.35	5 043	6 646	349	1 019	3 160	-	13 524
Lettonie	87	0.18	35	-	-	-	51	-	87
Lituanie	192	0.21	82	-	-	-	110	-	192
Luxembourg	694	0.99	507	-	-	-	187	-	694
Norvège	5 667	1.03	4 027	-	-	510	1 129	-	5 157
Nouvelle-Zélande	681	0.27	578	-	-	-	103	-	681
Pays-Bas	7 686	0.58	4 764	-	-	106	2 816	-	7 580
Pologne	1 621	0.16	536	12	-	-	1 073	-	1 608
Portugal	571	0.18	170	7	-	-	394	-	490
République slovaque	200	0.13	29	-	-	-	171	-	200
Roumanie	563	0.14	138	-	-	-	425	-	563
Royaume-Uni	17 176	0.43	12 587	-	177	749	3 663	-	16 365
Slovénie	171	0.22	67	-	-	-	103	-	171
Suède	5 956	0.85	3 390	-	-	187	2 380	-	5 769
Suisse	4 573	0.46	3 642	-	-	29	902	-	4 513
Tchéquie	435	0.12	109	-	-	1	326	-	434
TOTAL DU CAD	174 262	0.26	109 428	11 515	845	4 601	47 764	109	171 525
Performance moyenne des pays du CAD		0.36							

<i>Pour mémoire :</i>									
Institutions de l'UE	26 054	-	18 975	6 937	-	-	143	-	52 905
Pays CAD-UE	86 455	0.42	48 294	3 392	318	1 571	32 793	87	84 835
Pays du G7	120 496	0.23	77 425	10 417	814	3 425	28 393	22	119 104
Pays non membres du G7	53 766	0.36	32 003	1 097	31	1 176	19 371	87	52 421
<i>Pays de l'OCDE non-membres du CAD : ^a</i>									
Israël ^b	309	0.05	276	-	-	-	32	-	309
Türkiye	7 522	0.50	7 475	-	-	-	47	-	7 522
<i>Participants au CAD :</i>									
Azerbaïdjan ^c	47	0.06	9	-	-	-	39	-	47
Bulgarie	137	0.12	9	-	-	-	128	-	137
Croatie	226	0.24	119	-	-	-	107	-	226
Émirats arabes unis ^d	3 409	0.61	3 352	28	-	-	29	-	3 028
Koweït	218	0.11	30	136	-	-	52	-	41
Qatar	911	0.43	846	3	-	-	62	-	921
<i>Autres pays non membres de l'OCDE : ^e</i>									
Liechtenstein	41	0.00	34	-	-	-	7	-	41
Malte	51	0.21	24	-	-	-	28	-	51
Monaco	33	0.00	27	-	-	-	6	-	33
Taipei chinois	446	0.05	439	7	-	-	-	-	398

a) Le Chili, la Colombie le Costa Rica et le Mexique ne communiquent pas leurs données sur les apports publics de financements pour le développement à l'OCDE.

b) Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

c) Le RNB de l'Azerbaïdjan pour 2025 est encore provisoire.

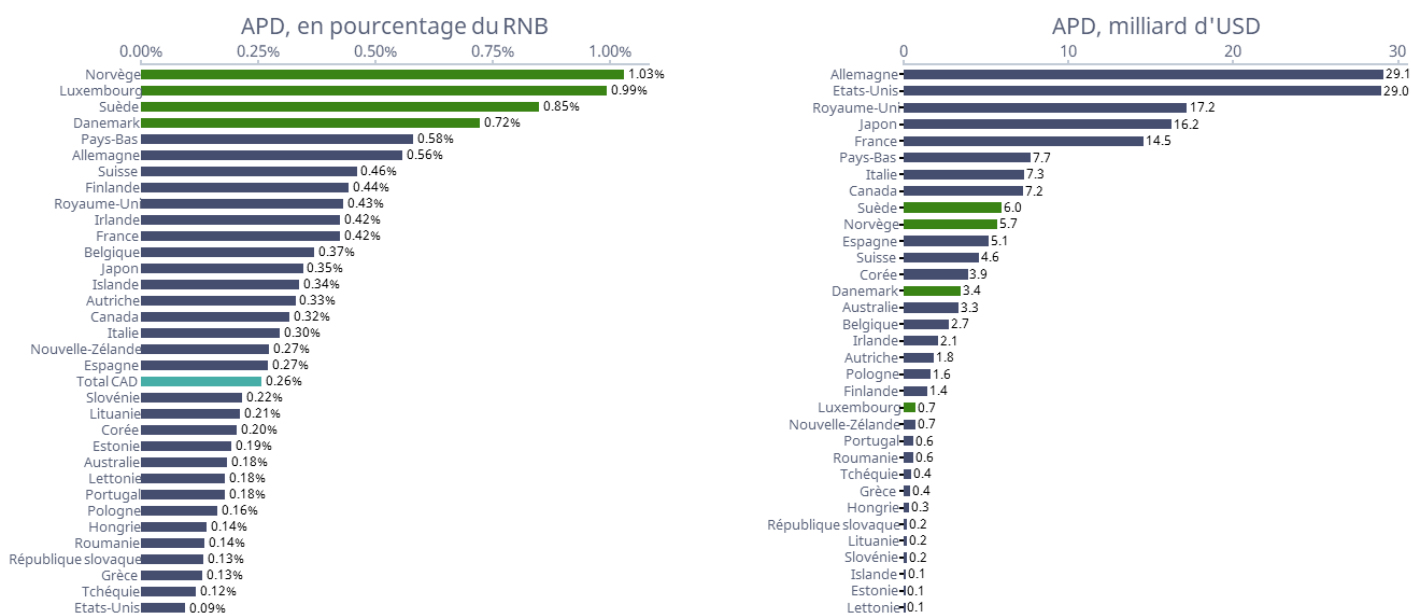
d) Le RNB de 2024 des Émirats arabes unis a été utilisé pour calculer l'APD en pourcentage du RNB pour 2025, car la valeur du RNB 2025 n'est pas encore disponible.

e) Pays ayant communiqué leurs données préliminaires 2025. Le Liechtenstein et Monaco et n'ont pas communiqué leurs RNB en 2025.

Notes: Les données 2025 sont préliminaires en attendant les données détaillées qui seront publiées en décembre 2026. Les données sont standardisées pour tous les donneurs sur une base d'année calendaire, et de ce fait peuvent différer des données sur une base d'année fiscale disponibles dans les documents budgétaires des pays.

Source: OCDE, 9 avril 2026.

GRAPHIQUE 1 : AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT EN 2025, SUR LA BASE DE L'ÉQUIVALENT-DON – Les données relatives à 2025 ne sont pas définitives



Note : Les barres vertes représentent les fournisseurs qui ont atteint ou dépassé l'objectif des Nations unies de 0,7% d'APD/RNB en 2025. (Graphique de gauche) : APD sur une mesure équivalent-don par les membres du CAD en pourcentage du revenu national brut (RNB). (Graphique de droite) : APD en équivalent-don par les membres du CAD.
Sources des données : OCDE (2026), Flux par donateur (APD+AASP+privé) [CAD1]

TABLEAU 2 : TENDANCES DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT en 2024 et 2025, SUR LA BASE DE L'ÉQUIVALENT-DON

Millions de USD, aux prix et taux de change de 2024
Les données 2025 sont préliminaires

	2025			2024				APD Totale Variation en pourcentage entre 2024 et 2025 (c)	Pour mémoire :	
	<i>dont :</i>			<i>dont :</i>					2025	2024
	APD totale	Équivalent- don (a)	APD/RNB %	APD totale	Équivalent- don (a)	Appports nets (b)	APD/RNB %		Volume des apports totaux de l'APD - versements nets	
<i>Pays du CAD :</i>										
Allemagne	27 137	27 137	0.56	32 836	32 660	176	0.68	-17.4	26 151	33 249
Australie	3 291	3 291	0.18	3 384	3 384	-	0.19	-2.7	3 244	3 655
Autriche	1 710	1 710	0.33	1 824	1 824	-	0.35	-6.3	1 626	1 728
Belgique	2 545	2 545	0.37	3 239	3 239	-	0.48	-21.4	2 565	3 247
Canada	7 220	7 220	0.32	7 387	7 387	-	0.33	-2.3	10 097	8 423
Corée	3 937	3 937	0.20	4 031	4 031	-	0.21	-2.3	3 986	4 234
Danemark	3 254	3 254	0.72	3 161	3 161	-	0.72	3.0	3 162	3 017
Espagne	4 809	4 809	0.27	4 346	4 352	-6	0.25	10.7	4 652	4 124
Estonie	82	82	0.19	84	84	-	0.20	-2.0	82	84
Etats-Unis	28 196	28 196	0.09	65 475	65 475	-	0.23	-56.9	28 262	65 337
Finlande	1 332	1 332	0.44	1 408	1 410	-2	0.47	-5.4	1 260	1 367
France	13 770	13 770	0.42	15 448	15 448	-	0.48	-10.9	13 176	15 074
Grèce	331	332	0.13	372	372	-	0.15	-10.9	331	372
Hongrie	276	276	0.14	190	190	-	0.09	45.7	295	204
Irlande	1 969	1 969	0.42	2 542	2 542	-	0.56	-22.5	1 969	2 542
Islande	114	114	0.34	110	110	-	0.33	3.6	114	110
Italie	6 843	6 843	0.30	6 841	6 841	-	0.29	0.0	7 635	6 878
Japon	15 562	15 562	0.35	16 494	16 494	-	0.37	-5.6	12 977	15 246
Lettonie	80	80	0.18	88	88	-	0.22	-9.0	80	88
Lituanie	178	178	0.21	197	197	-	0.24	-9.7	178	197
Luxembourg	650	650	0.99	596	596	-	1.00	8.9	650	596
Norvège	5 268	5 268	1.03	5 179	5 179	-	1.02	1.7	4 794	4 905
Nouvelle-Zélande	683	683	0.27	783	783	-	0.32	-12.8	683	783
Pays-Bas	7 151	7 151	0.58	7 522	7 522	-	0.62	-4.9	7 052	7 444
Pologne	1 491	1 491	0.16	1 840	1 840	-	0.21	-19.0	1 479	1 830
Portugal	528	528	0.18	654	654	-	0.22	-19.3	453	572
République slovaque	185	185	0.13	198	198	-	0.14	-6.4	185	198
Roumanie	514	514	0.14	587	587	-	0.16	-12.4	514	587
Royaume-Uni	16 045	16 045	0.43	17 992	18 010	-18	0.50	-10.8	15 288	16 270
Slovénie	158	158	0.22	165	165	-	0.23	-4.2	158	165
Suède	5 484	5 484	0.85	5 003	5 003	-	0.79	9.6	5 311	4 829
Suisse	4 285	4 285	0.46	4 613	4 613	-	0.49	-7.1	4 230	4 557
Tchéquie	398	398	0.12	553	553	-	0.16	-28.0	397	551
TOTAL DU CAD	165 476	165 476	0.26	215 141	214 991	151	0.34	-23.1	163 036	212 461

<i>Pour mémoire :</i>										
Institutions de l'UE	24 413	24 413	-	28 334	28 334	-	-	-13.8	49 573	36 269
Pays CAD-UE	80 875	80 875	0.42	89 694	89 526	169	0.47	-9.8	79 361	88 942
Pays du G7	114 774	114 774	0.23	162 473	162 315	159	0.33	-29.4	113 586	160 476
Pays non membres du G7	50 703	50 703	0.36	52 668	52 676	- 8	0.37	-3.7	49 450	51 985
<i>Pays non-membres du CAD : ^d</i>										
Israël ^e	283	283	-	315	315	-	-	-9.9	283	315
Türkiye	6 734	6 734	-	7 398	7 398	-	-	-9.0	6 734	7 398
<i>Participants du CAD :</i>										
Azerbaïdjan	45	45	-	61	61	-	-	-25.7	45	61
Bulgarie	125	125	-	144	144	-	-	-13.3	125	144
Croatie	208	208	-	224	224	-	-	-6.9	208	224
Emirats arabes unis	3 241	3 241	-	2 084	2 084	-	-	55.5	2 879	2 147
Koweït	207	207	-	259	259	-	-	-20.3	39	177
Qatar	866	866	-	702	702	-	-	23.4	875	713
<i>Autres pays non membres de l'OCDE : ^g</i>										
Liechtenstein	39	39	-	41	41	-	-	-6.3	39	41
Malte	49	49	-	64	64	-	-	-23.9	49	64
Monaco	32	32	-	29	29	-	-	10.7	32	29
Taipei chinois	424	424	-	403	403	-	-	5.0	379	381

a) Cette colonne comprend les dons, l'équivalent-don des prêts aux entités souveraines, les remises de dettes, les dons et souscriptions au capital des organisations multilatérales, l'équivalent-don des prêts à ces dernières ainsi que les instruments du secteur privé (ISP).

b) Les flux comprennent les instruments du secteur privé sur la base des versements nets notifiés par les membres du CAD, ces derniers n'ont pas encore appliqué les nouvelles règles de comptabilisation des ISP dans leur notification d'APD pour les données de 2024.

c) En tenant compte de l'inflation (déflateurs du PIB [OCDE (2025), Perspectives économiques de l'OCDE, Volume 2025 Numéro 2, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/62298503-fr>].) et des mouvements de taux de change.

d) Le Chili, la Colombie, le Costa Rica et le Mexique ne communiquent pas leurs données sur les apports de financements publics pour le développement à l'OCDE.

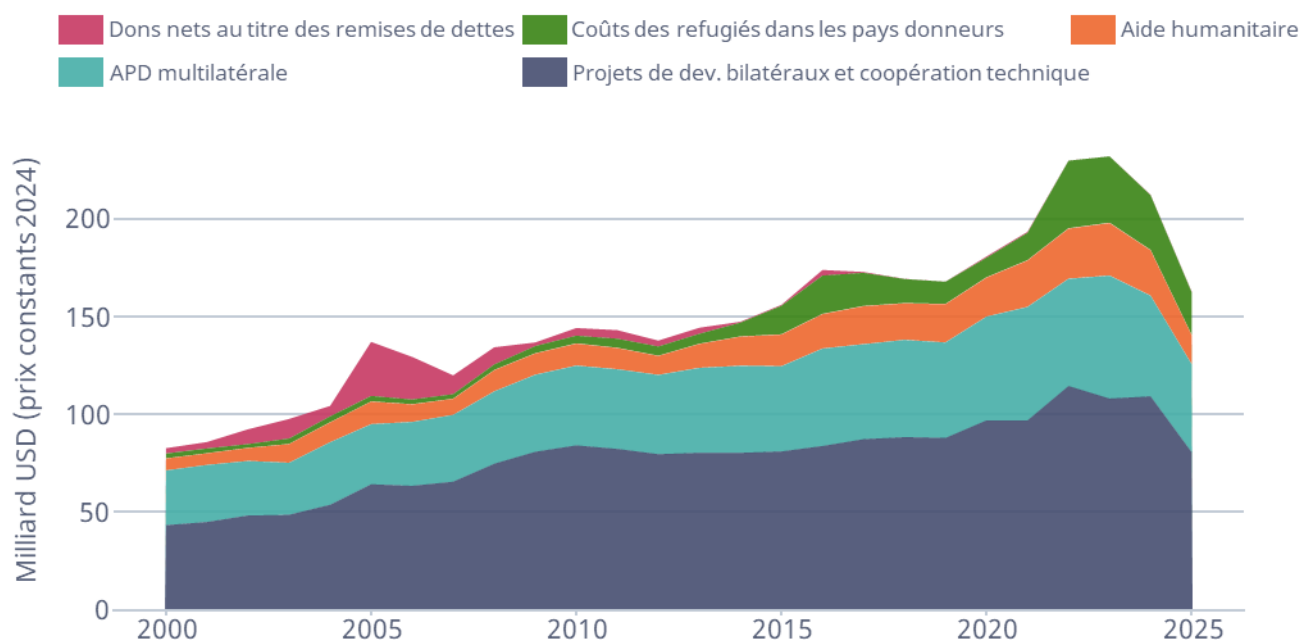
e) Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

f) Le RNB de l'Azerbaïdjan pour 2025 est encore provisoire.

g) Pays ayant communiqué leurs données préliminaires 2025. Le Liechtenstein n'a pas fourni de données RNB en 2024 ni en 2025. Monaco ne mesurant pas de RNB, ce sont les chiffres du PIB qui ont été utilisés pour le calcul du ratio APD/RNB 2024, mais ceux-ci ne sont pas encore disponibles pour 2025.

Source: OCDE, 9 avril 2026.

GRAPHIQUE 2 : COMPOSITION DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT NETTE DES PAYS MEMBRES DU CAD – Les données relatives à 2025 ne sont pas définitives



Note : La catégorie 'Projets de développement bilatéraux, programmes et coopération technique' correspond à l'APD nette totale restante après la soustraction de toutes les autres composantes.

Sources des données : OCDE (2026), Flux par donateur (APD+AASP+privé) [CAD1], Versements d'aide (APD) vers les pays et régions [CAD2a]

TABLEAU 3 : SOUTIEN BILATÉRAL DES MEMBRES DU CAD À L'UKRAINE EN 2024 ET 2025

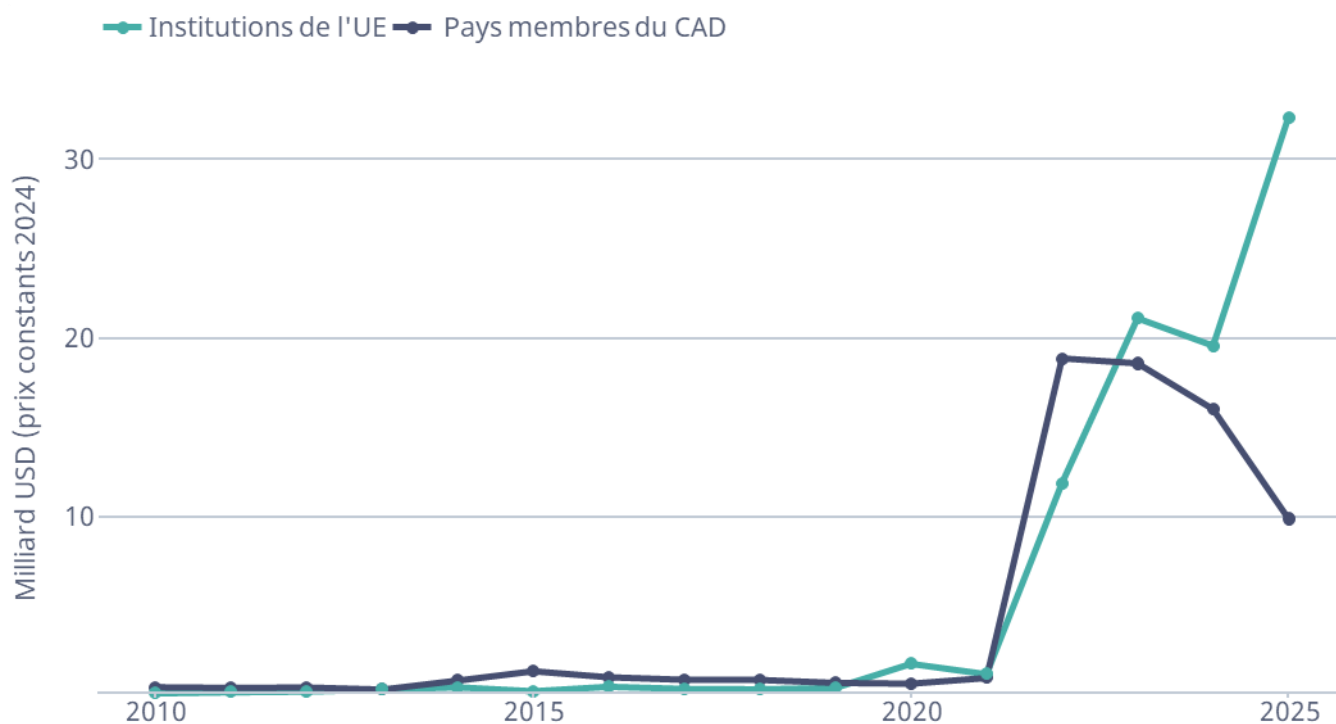
millions de USD , sauf mention contraire
Données préliminaires pour 2025

	2025				2024			
	APD totale nette	APD bilatérale nette à l'Ukraine	dont : Aide humanitaire	Part de l'Ukraine dans l'APD	APD totale nette	APD bilatérale nette à l'Ukraine	dont : Aide humanitaire	Part de l'Ukraine dans l'APD totale (%)
Allemagne ^a	28 032	850	197	4.1	33 249	1 035	294	3.1
Australie	3 245	7	-	0.2	3 655	20	7	0.5
Autriche	1 743	112	27	6.4	1 728	69	15	4.0
Belgique	2 739	66	21	2.4	3 247	73	60	2.3
Canada	10 131	3 615	24	35.7	8 423	1 828	23	21.7
Corée	3 923	23	16	0.6	4 234	283	175	6.7
Danemark	3 334	194	108	5.8	3 017	202	129	6.7
Espagne	4 968	87	-	1.8	4 124	18	13	0.4
Estonie	90	22	2	24.7	84	15	2	17.6
Etats-Unis	29 022	873	277	3.0	65 337	9 532	589	14.6
Finlande	1 335	64	25	4.8	1 367	37	20	2.7
France	13 906	403	1	2.9	15 074	101	36	0.7
Grèce	358	8	8	2.3	372	14	0	3.8
Hongrie	324	2	-	0.6	204	5	0	2.6
Irlande	2 094	43	17	2.0	2 542	37	29	1.4
Islande	130	16	3	12.6	110	9	3	8.6
Italie	8 125	221	1	2.7	6 878	6	2	0.1
Japon	13 524	655	90	4.8	15 246	466	171	3.1
Lettonie	87	10	8	11.2	88	7	3	7.4
Lituanie	192	68	30	35.2	197	48	27	24.2
Luxembourg	694	48	3	6.9	596	28	5	4.8
Norvège	5 157	1 103	256	21.4	4 905	837	236	17.1
Nouvelle-Zélande	681	6	6	0.9	783	12	12	1.5
Pays-Bas	7 580	264	96	3.5	7 444	220	49	3.0
Pologne	1 608	180	7	11.2	1 830	166	6	9.1
Portugal	490	13	3	2.7	572	5	3	0.9
République slovaque	200	9	3	4.5	198	8	6	3.8
Roumanie	563	22	-	3.9	587	6	-	1.0
Royaume-Uni	16 365	413	116	2.5	16 270	345	166	2.1
Slovénie	171	9	3	5.0	165	4	2	2.4
Suède	5 769	615	117	10.7	4 829	394	95	8.2
Suisse	4 513	284	26	6.3	4 557	199	21	4.4
Tchéquie	434	30	4	6.9	551	19	6	3.4
TOTAL DU CAD	171 525	9 484	1 494	8.4	212 461	16 049	2 204	7.6
<i>pour mémoire</i>								
Institutions de l'UE	52 905	34 559	357	65.3	36 269	19 600	371	54.0
Pays CAD-UE	84 835	2 488	680	2.9	88 942	2 517	800	2.8
Pays du G7	119 104	6 180	706	5.2	160 476	13 313	1 281	8.3
Pays non membres du G7	52 421	3 303	788	6.3	51 985	2 736	923	5.3

a) Estimations du Secrétariat

Note : Les données de l'APD pour l'Ukraine en 2025 sont préliminaires et partielles, car pour de nombreux donneurs la collecte d'informations détaillées est toujours en cours.

Source: OCDE, 9 Avril 2026.

GRAPHIQUE 3 : AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT BILATÉRALE NETTE EN FAVEUR DE L'UKRAINE – Les données relatives à 2025 ne sont pas définitives

Source : OCDE, 9 avril 2026

TABLEAU 4 : PART DU COÛT DES RÉFUGIÉS DANS LES PAYS DONNEURS DANS L'APD NETTE TOTALE DES PAYS MEMBRE DU CAD en 2024 et 2025

Données préliminaires pour 2025

	2025			2024			Variation en pourcentage 2024 à 2025 (a) :	
	APD	dont : Coûts des réfugiés dans le pays donneur	Coûts des réfugiés dans le pays donneur en pourcentage de l'APD	APD	dont : Coûts des réfugiés dans le pays donneur	Coûts des réfugiés dans le pays donneur en pourcentage de l'APD	APD non compris les coûts des réfugiés dans le pays donneur	Pour mémoire: APD totale
	millions de USD courants	millions de USD courants	%	millions de USD courants	millions de USD courants	%	Aux prix et taux de change de 2024 %	%
<i>Pays du CAD:</i>								
Allemagne	29 089	4 854	16.7	32 836	6 254	19.0	-14.9	-17.4
Australie	3 291	-	-	3 384	-	-	-2.7	-2.7
Autriche	1 833	112	6.1	1 824	104	5.7	-6.7	-6.3
Belgique	2 718	272	10.0	3 239	473	14.6	-17.2	-21.4
Canada	7 244	1 714	23.7	7 387	1 748	23.7	-2.3	-2.3
Corée	3 875	1	0.0	4 031	1	0.0	-2.3	-2.3
Danemark	3 431	177	5.2	3 161	180	5.7	3.5	3.0
Espagne	5 136	729	14.2	4 346	447	10.3	5.8	10.7
Estonie	90	2	2.8	84	3	3.0	-1.8	-2.0
Etats-Unis	28 954	5 538	19.1	65 475	6 988	10.7	-61.0	-56.9
Finlande	1 411	231	16.4	1 408	274	19.5	-1.8	-5.4
France	14 533	1 130	7.8	15 448	1 227	7.9	-10.7	-10.9
Grèce	358	50	14.1	372	46	12.4	-12.6	-10.9
Hongrie	303	4	1.3	190	1	0.3	44.2	45.7
Irlande	2 094	598	28.5	2 542	1 068	42.0	-4.5	-22.5
Islande	130	7	5.3	110	7	6.5	4.9	3.6
Italie	7 283	1 501	20.6	6 841	1 824	26.7	8.3	0.0
Japon	16 218	35	0.2	16 494	10	0.1	-5.8	-5.6
Lettonie	87	21	24.1	88	15	16.7	-17.1	-9.0
Lituanie	192	17	8.9	197	14	7.0	-11.6	-9.7
Luxembourg	694	0	0.0	596	0	0.0	8.9	8.9
Norvège	5 667	282	5.0	5 179	372	7.2	4.1	1.7
Nouvelle-Zélande	681	13	2.0	783	14	1.7	-13.0	-12.8
Pays-Bas	7 686	1 059	13.8	7 522	1 383	18.4	0.4	-4.9
Pologne	1 621	220	13.6	1 840	394	21.4	-10.9	-19.0
Portugal	571	9	1.6	654	23	3.5	-17.6	-19.3
République slovaque	200	1	0.5	198	1	0.6	-6.3	-6.4
Roumanie	563	2	0.4	587	48	8.1	-5.0	-12.4
Royaume-Uni	17 176	3 155	18.4	17 992	3 612	20.1	-8.9	-10.8
Slovénie	171	8	4.5	165	7	4.2	-4.5	-4.2
Suède	5 956	190	3.2	5 003	129	2.6	8.9	9.6
Suisse	4 573	1 030	22.5	4 613	1 150	24.9	-4.1	-7.1
Tchéquie	435	2	0.5	553	161	29.2	1.2	-28.0
TOTAL DU CAD	174 262	22 965	13.2	215 141	27 976	13.0	-23.2	-23.1
<i>Pour mémoire :</i>								
Pays CAD-UE	86 455	11 190	12.9	89 694	14 074	15.7	-6.9	-9.8

(a) Compte tenu de l'inflation et des fluctuations des taux de change.

Source: OCDE, 9 avril 2026.

**TABLEAU 5 : NOTIFICATION DES INSTRUMENTS DU SECTEUR PRIVÉ DANS L'APD
PAR LES MEMBRES DU CAD EN 2024 et 2025**

Millions de USD
Données préliminaires pour 2025

	2025					2024					Flux nets d'APD (a)
	Total ISP	APD en équivalent-don				Total ISP	APD en équivalent-don				
	Total ISP Equivalent-don	Approche institutionnelle	Approche fondée sur les instruments	Décapitalisation et dividendes versés à l'État	Total ISP	Total ISP Equivalent-don	Approche institutionnelle	Approche fondée sur les instruments	Décapitalisation et dividendes versés à l'État	Approche fondée sur les instruments	
Allemagne	674	674	-	674	-	483	306	-	306	-	176
Australie	62	62	62	-	-	42	42	42	0	-	-
Autriche	74	74	-	74	-	86	86	-	86	-	-
Belgique	12	12	12	-	-	24	24	24	-	-	-
Canada	654	654	469	185	-	455	455	255	200	-1	-
Corée	7	7	-	7	-	13	13	-	13	-	-
Danemark	90	90	90	-	-	137	137	137	-	-	-
Espagne	14	14	-	14	-	8	14	-	14	-	6
Estonie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etats-Unis	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Finlande	85	85	-	85	-	40	41	-	41	-	2
France	329	329	-	329	-	250	250	-	250	-	-
Grèce	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Hongrie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Irlande	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Islande	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Italie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Japon	1 019	1 019	-	1 019	-	293	293	-	293	-	-
Lettonie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Lituanie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Luxembourg	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Norvège	510	510	510	-	-	273	273	273	-	-	-
Nouvelle-Zélande	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Pays-Bas	106	106	106	-	-	68	68	68	-	-	-
Pologne	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Portugal	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
République slovaque	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Roumanie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Royaume-Uni	749	749	746	3	-	1 640	1 658	1 658	-	-	18
Slovénie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Suède	187	187	187	-	-	175	175	175	-	-	-
Suisse	29	29	24	5	-	27	27	23	4	-	-
Tchéquie	1	1	-	1	-	2	2	2	-	-	-
TOTAL DU CAD	4 601	4 601	2 206	2 396	-	4 015	3 864	2 658	1 208	-1	151
<i>Pour mémoire :</i>											
Institutions de l'UE	1571	1 571	394	1 177	-	1 272	1 103	406	697	-	169

a) Les flux comprennent les instruments du secteur privé sur la base des versements nets notifiés par les membres du CAD, lorsque ces derniers n'ont pas encore appliqué les nouvelles règles de comptabilisation des ISP dans leur notification d'APD en 2024.

Source: OCDE, 9 Avril 2026.